

Été
2008

DENNIS BEVINGTON Député, Western Arctic



À LA DÉFENSE DES GENS DU NORD

Chers amis,

Je suis très heureux que nous puissions vous offrir ce bulletin dans les deux langues officielles du Canada. Le service de traduction est offert par la Chambre des communes et il est tout indiqué de faire parvenir cette communication à la communauté francophone des Territoires du Nord-Ouest.

À l'avenir, nous tenterons également de fournir de l'information dans les langues autochtones les plus répandues dans les T.N.-O. : le gwich'in, le tlicho, le north slavey, le south slavey, le chipewyan, le cri, le michif, l'inuktitut (inuvialuktun, iuinnaqtun).

La langue est l'élément le plus important pour préserver la culture d'un peuple. En avril, j'ai eu la chance de rencontrer des professeurs de langues autochtones à Inuvik, qui m'ont fait part des problèmes qu'ils rencontrent et des espoirs qu'ils caressent. Ils m'ont indiqué que les ressources étaient limitées, particulièrement dans les petites communautés.

Avec le baril de pétrole à plus de 125 \$, les gens devront se serrer la ceinture dans le Nord cette année. L'économie des T.N.-O., en excluant les mines, emploie près de 300 millions de litres de mazout de chauffage, d'essence et d'autres combustibles fossiles. La hausse de plus de 50 cents le litre qui frappe ces produits alourdit nos dépenses totales de 150 millions de dollars. Nous encourageons les gens à envisager d'autres moyens de chauffage pour leur maison, à devenir plus écoénergétiques et à changer leur habitudes de vie, mais pour beaucoup, la situation demeurera très difficile.

C'est l'une des raisons pour lesquelles nous n'appuyons pas l'idée d'une taxe directe sur le carbone visant à réduire notre impact sur l'environnement. Le NPD est toujours en faveur de l'imposition d'un plafond aux grands producteurs, assorti d'une amende pour ceux qui ne respecteraient pas la limite. Cette amende serait versée dans un fonds pancanadien ayant pour objectif d'accroître l'efficacité énergétique de nos édifices.

Je continuerai d'appuyer les efforts de nos administrations publiques et autochtones prônant la décentralisation et le partage des recettes provenant des ressources. Je rappellerai également au gouvernement conservateur que les bénéfices mirobolants qu'il encaisse grâce aux champs pétroliers de Norman Wells devraient être versés dans un fonds pour les infrastructures du Nord.

Le caucus néo-démocrate et moi-même accordons une grande importance à l'expansion des sables bitumineux albertains et à son impact sur la terre, l'eau, la faune et les gens du nord de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest.

En triplant la taille des sables bitumineux d'ici 2015, comme c'est prévu, nous nous dirigeons tout droit vers un désastre environnemental. Le gouvernement fédéral doit exercer son autorité pour éviter que cela ne se produise.

J'espère que vous passerez un bel été dans le Nord et que vous en profiterez pour passer du temps avec votre famille et vos amis. J'ai très hâte de rencontrer bon nombre d'entre vous alors que je parcourrai le Nord cet été.

Dennis Bevington, député de Western Arctic



Résidents du Nord sur la colline du Parlement le 11 juin 2008, jour de la présentation des excuses aux résidents des pensionnats indiens par le gouvernement fédéral. À l'arrière : Dave Poitras, Jonas Antoine, Dennis Bevington, Bill Erasmus, Terri Brown, Joe Beaverho et Stella Desjarlais. À l'avant : Ursula Zoe-Casaway, Elsie Casaway, Alphonsine McNeely, Terry Villeneuve et Alice Liske.

Le député Dennis Bevington commente les excuses présentées le 11 juin 2008 aux résidents des pensionnats indiens

Le député de Western Arctic est soulagé que le premier ministre ait finalement reconnu la responsabilité du Canada dans l'assimilation des Premières nations, des Métis et des Inuits par l'anéantissement de leurs familles, de leur culture, de leur héritage et de leur langue. On estime que 10 000 Autochtones des Territoires du Nord-Ouest ont été retirés de leur communauté pour être placés dans des pensionnats, où ils ont été victimes de violence psychologique, physique et sexuelle.

« Même si les sévices subis ne tomberont jamais dans l'oubli, je suis heureux que mes concitoyens et les Autochtones de partout au pays reçoivent finalement des excuses aujourd'hui. J'espère qu'elles constitueront la première étape du processus de guérison », a déclaré M. Bevington.

M. Bevington rappelle que le gouvernement conservateur doit maintenant aller au-delà des excuses et prendre des mesures concrètes.

« J'exhorte encore une fois le premier ministre à signer la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Si le Canada veut prouver aux membres des Premières nations, aux Métis et aux Inuits qu'ils ont les mêmes droits et libertés que tous les autres Canadiens, il doit sanctionner cette déclaration », a affirmé M. Bevington.

Prix de l'essence : solutions pour le consommateur moyen

Le prix de l'essence atteint 1,50 \$ le litre, les salaires stagnent et les gens ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts. Malgré cela, pour les conservateurs de Harper, le leadership consiste à défendre les importants allègements fiscaux accordés aux entreprises pétrolières et à approuver de manière détournée des projets de sables bitumineux.

Jack Layton et le NPD mènent une campagne différente en faveur du consommateur moyen.

Le projet de loi C-442 présenté par le NPD créerait un poste d'**ombudsman du pétrole et du gaz** pour enquêter sur les plaintes des consommateurs relatives aux prix injustes pratiqués à la pompe.

Jack Layton a proposé un **système de quotas et d'échanges** pour sévir contre les grands pollueurs industriels — une solution plus efficace et plus juste qu'une taxe sur le carbone.

Le système de quotas et d'échanges de M. Layton génèrera annuellement des milliards de dollars, qui seront investis dans des **solutions énergétiques abordables** pour aider les Canadiens à consommer moins de carburant.



Dennis en compagnie d'une délégation de Deline de passage à Ottawa récemment. De gauche à droite : Danny Gaudet, Jane Modeste, Raymond Tutcho, Patricia Modeste, Morris Neyelle, Dennis, Peter Menacho, Dolphus Baton et Joseph Tetso.

À la Chambre des communes :

Dennis parle de la bioénergie dans le nord

« À l'heure actuelle, partout au Canada, et je ne parle pas uniquement des Territoires-du-Nord-Ouest, du Yukon, du Nunavut, du Nord du Québec et du Labrador, nous sommes témoins d'une augmentation phénoménale des coûts de chauffage et de production relativement aux combustibles fossiles et au mazout. Les variations du prix du mazout ont des répercussions sur des centaines de milliers de gens de partout au Canada et sur bon nombre d'habitants des régions rurales de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba. Elles touchent également les habitants des régions rurales de l'Ontario, des Maritimes et du Québec qui ne sont pas reliés à un système de distribution du gaz naturel et qui utilisent du mazout. Ces coûts ne cessent de grimper.

Y a-t-il des solutions? Bien sûr qu'il y en a et nous sommes en train de les mettre en œuvre à Yellowknife. Nous achetons des produits de la biomasse de l'Alberta et nous chauffons nos principaux immeubles et un grand nombre de maisons aux granulats de bois. C'est une matière cellulosique facilement transportable, simplement granulée, qui permet ce type d'usage.

Cette solution pourrait être adoptée dans tout le Nord canadien. Elle pourrait même être disponible pour tous les habitants du pays, à une seule condition. Il faudrait établir une parité sur le marché de la bioénergie, où les réductions des émissions de gaz à effet de serre seraient calculées de la même façon pour les biocarburants et la bioénergie, où les prix et les mesures d'incitation seraient établis selon le rendement obtenu en fonction des différents types d'objectifs définis dans la politique. Si c'était le cas, nous pourrions faire tellement plus pour réduire le coût de la vie des Canadiens d'un bout à l'autre du pays qui ne sont pas reliés à un réseau d'adduction de gaz naturel.

Personnellement, j'habite dans le Nord. Bien que j'utilise moi-même la biomasse, je suis tout à fait favorable au développement de notre industrie bioénergétique dans l'ensemble du pays. Pourtant, il n'y a ni parité ni débat dans ce domaine. Il n'y a aucun débat sur le mode d'utilisation des différentes formes d'énergie. Nous sommes engagés sur la voie des biocarburants, que ce soit approprié ou non. Cela ne signifie pas que nous devrions nous opposer aux autres formes de bioénergie auxquelles nous avons accès. »



Dennis avec Soeur Celeste Goulet de Tulita, qui s'est vue décerner le Prix du premier ministre pour l'excellence en éducation de la petite enfance le 15 mai à Ottawa.



Dennis avec Alice Liske et Lee Crapeau, en compagnie de centaines de personnes célébrant la Journée nationale de protestation à Ottawa le 29 mai.

COORDONNÉES

Bureau de circonscription
4908-49th St
Case postale 1986
Yellowknife (T.N.-O.)
X1A 2P5
Tél. : 867-873-6995
Télec. : 867-920-4233
Sans frais : 1-800-661-0802

Bureau sur la colline
Pièce 930
Édifice de la Confédération
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6
Tél. : 613-992-4587
Télec. : 613-992-1586
Sans frais : 1-866-992-4587
Courriel : bevind@parl.gc.ca

Témoignage de reconnaissance

Le vendredi 23 mai, au moins 400 résidents de Yellowknife se sont réunis à l'hôtel de ville pour démontrer leur gratitude aux policiers, aux militaires des Forces armées, aux pompiers et aux membres du service d'urgence et de Parcs Canada.

Organisé par mon bureau de circonscription, le premier barbecue annuel d'appui à nos services de protection visait à souligner le travail des personnes qui protègent notre communauté. D'autres députés fédéraux ont organisé des activités semblables un peu partout au pays.

L'activité, qui s'est déroulée sous le signe de la reconnaissance, était commanditée par Petersen and Auger, M&M Meat Shops, Northern Food Services, Yellowknife Direct Charge Co-op, la ville de Yellowknife, la Northern Territories Federation of Labour et la Workers' Safety and Compensation Commission.

Avec l'aide de bénévoles dévoués, nous avons servi des hamburgers, des hot dog, des rafraîchissements et du gâteau aux membres de nos services de protection et aux citoyens de Yellowknife. J'ai remis des certificats de mérite de la Chambre des communes aux représentants de tous les services de protection présents : la Division G de la Gendarmerie royale du Canada, la Force opérationnelle interarmées du nord, le service d'incendie de Yellowknife, le service d'incendie de l'aéroport de Yellowknife, le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles, et la Yellowknife Municipal Enforcement.

Je tiens à remercier tout spécialement les bénévoles suivants. La tenue de cette activité n'aurait pas été possible sans vous : Kathryn Paton, Dave Grundy, Amy Doerksen, Mark Heyck Joanne Rogers, Tara Kearsey, Heather Oliver, Summer Halliday Rodney Connell, le lieutenant-colonel Paul Fleet, le capitaine Jean Godin, le caporal-chef Pierre Jobin, le caporal-chef Ron During, le caporal Alexis Harvey, le sergent Tim Sanistreet, le sergent Stéphane Leduc, l'élève-officier Tim Templeman, le caporal Jane Strong, le caporal Patrick Ash.



Jeunes réunis pour le barbecue à Yellowknife.



Le sergent Ken Morrison et la gendarme auxiliaire Angela Norris au barbecue.



Le député Dennis Bevington a remis des certificats de mérite à tous les services de protection des T.N.-O. présents au premier barbecue annuel d'appui à nos services de protection qui s'est tenu à l'hôtel de ville de Yellowknife le 23 mai. De gauche à droite : Lee Strowman, chef du service d'incendie de l'aéroport de Yellowknife; Ernie Campbell, sous-ministre adjoint du ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles (au nom des agents des ressources naturelles, des agents forestiers et des agents de protection de l'environnement); Dennis Bevington, député; Albert Hedrick, chef du service d'incendie de Yellowknife; Chris Whitecross, brigadier-général de la Force opérationnelle interarmées du Nord; Tom Middleton, surintendant principal de la Division G de la Gendarmerie royale du Canada. Absent : le représentant de la Yellowknife Municipal Enforcement qui a reçu un certificat de mérite.



Dennis avec la délégation canadienne à la station de recherche de la calotte glaciaire située près d'Ilulissat, au Groenland. La Conférence sur l'océan Arctique s'est tenue du 27 au 29 mai. Les participants venaient du Canada, du Danemark, de la Norvège, de la Russie et des États-Unis.

La souveraineté dans l'Arctique

Les 27 et 28 mai, je me suis rendu au Danemark avec la délégation canadienne pour assister à la Conférence internationale sur l'océan Arctique. Les nations présentes à la conférence (Canada, Russie, Danemark, Norvège et États-Unis) ont convenu que pour assurer la souveraineté dans l'Arctique, il était préférable de s'en remettre à la coopération, à la diplomatie et au système judiciaire international, plutôt qu'à une présence militaire. Elles considèrent que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer comporte des règles adéquates pour régler les questions de propriété des eaux de l'océan Arctique. J'ai été ravi de constater que d'autres pays arctiques partagent le point de vue du NPD quant à la façon de protéger l'Arctique.

Nous estimons que la meilleure façon de protéger l'Arctique consiste à travailler avec tous les Canadiens du Nord et à les aider à se bâtir une vie meilleure, comme les trois premiers ministres l'ont indiqué l'année dernière. Pour y arriver, il est primordial de prendre des mesures concrètes : bâtir des infrastructures communautaires et des infrastructures de transport, mettre en œuvre tous les accords de revendications territoriales et toutes les ententes sur l'autonomie gouvernementale, améliorer l'économie d'énergie et l'utilisation des énergies de remplacement, compléter les plans d'utilisation des terres et les plans de gestion environnementale, améliorer l'aide au logement et utiliser des moyens civils pour faire respecter les lois canadiennes et territoriales.

Malheureusement, les conservateurs ont uniquement choisi la voie de la force militaire pour régler la question de la souveraineté dans l'Arctique. Le plan des conservateurs consiste à construire de nouvelles bases militaires et à acheter une flotte de bateaux patrouilleurs inefficaces qualifiés de « brise-gadoue ». Comme dans le cas du dossier des changements climatiques, la politique des conservateurs sur l'Arctique détonne par rapport au reste du monde. La conférence a clairement fait ressortir que des organisations comme le Conseil de l'Arctique peuvent continuer à jouer un rôle très efficace pour coordonner les efforts internationaux en matière de recherche scientifique, de protection environnementale, et pour coordonner d'autres enjeux internationaux.

Bien entendu, les forces armées ont un rôle à jouer dans le Nord du Canada, notamment mieux appuyer les brigadiers, accroître la surveillance de nos terres et de nos eaux et améliorer la capacité de recherche et de sauvetage, autant de besoins dont les conservateurs ne tiennent pas compte.

Aux yeux de nombreux Canadiens, la conférence a réaffirmé que la meilleure manière de protéger l'Arctique consiste à aider les gens du Nord à se bâtir une vie meilleure, par le biais de la diplomatie et de la coopération internationales, et non pas uniquement par des moyens militaires.

COMMISSION DE VÉRITÉ ET DE RÉCONCILIATION

La Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens a été mise sur pied le 1^{er} juin. Créée sur l'ordre des tribunaux, cette Commission est l'aboutissement d'une entente entre les survivants des pensionnats et les représentants des Autochtones, des églises et du gouvernement du Canada. Elle s'est vue confier la tâche d'aider les Canadiens à connaître et à comprendre la vérité concernant les séquelles des pensionnats, et de favoriser la réconciliation par l'instauration de nouvelles relations s'appuyant sur la reconnaissance et le respect mutuels.

Ses trois membres nommés sont :

Juge Harry LaForme, président
 Claudette Dumont-Smith, commissaire
 Jane Brewin Morley, c.r., commissaire

Cet organisme officiel indépendant supervisera la démarche entreprise pour permettre aux anciens élèves et à toute personne touchée par les séquelles des pensionnats indiens de raconter leurs expériences individuelles dans un cadre sûr et adapté à leur réalité culturelle, en déposant une déclaration ou en faisant le récit de leur vécu.

Le processus vise les anciens élèves des pensionnats indiens, qu'ils soient citoyens des Premières nations, Inuits ou Métis, leurs familles, leurs collectivités, les églises, les anciens employés des pensionnats, le gouvernement et la population canadienne.

La Commission, dont le mandat est de cinq ans, est une composante clé de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens.

Enfin de bonnes nouvelles dans le dossier des changements climatiques!

Consciente du temps qui presse pour les générations à venir, la Chambre des communes a adopté la loi de Jack Layton pour réduire les émissions responsables des changements climatiques!

Adoptée le 4 juin, malgré les objections de Stephen Harper, la loi de Jack Layton qui va au-delà de Kyoto (le projet de loi C-377), impose en matière d'émissions, les cibles et échéances nationales conseillées par les scientifiques pour lutter contre les dangereux changements climatiques.

D'ici 2020 : réduction de 25 % des émissions par rapport au niveau de 1990.

D'ici 2050 : réduction de 80 % des émissions par rapport au niveau de 1990.

Maintenant : cibles provisoires tous les cinq ans, progrès signalés à la population.

Prochaines étapes pour concrétiser cette victoire dans le dossier des changements climatiques :

Lorsque le Sénat aura adopté le projet de loi, le gouvernement fédéral devra atteindre les cibles et respecter les échéances, *faute de quoi il contreviendra à la loi canadienne.*

M. Layton a proposé un système « de quotas et d'échanges » pour que les **grands pollueurs réduisent leurs émissions** et que ce qu'ils paient soit proportionnel à leurs émissions.